

LE GRAND SOIR

CopyLeft :  
Diffusion autorisée  
et même encouragée.

Merci de mentionner les  
sources.

[www.legrandsoir.info](http://www.legrandsoir.info)

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



mardi 21 janvier 2014

## Les contrats de G4S dans les Territoires Occupés vont faire l'objet d'une enquête de l'OCDE

Jim Armitage

### **G4S, la multinationale britannique de services de sécurité qui va de crise en crise depuis deux ans, va être soumise à une investigation par des autorités internationales pour ses activités présumées en Israël et dans les Territoires Palestiniens Occupés.**

Selon nos sources, l'OCDE (L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques), et en l'occurrence son comité au Royaume-Uni, a indiqué qu'il enquêtera sur le travail fourni par la firme aux services de sécurité israéliens.

G4S [1] est accusé d'approvisionner Israël en équipements de surveillance à ses postes de contrôle dans les TPO, alors que la nature précise de ces équipements n'est pas connue.

L'OCDE, qui opère au R.U. sous le parapluie du Department of Business, doit investiguer si la fourniture des tels services contrevient à ses directives pour les entreprises multinationales – un ensemble de recommandations approuvées par le gouvernement pour la « conduite responsable des affaires » outremer.

Comme les colonies sont illégales au regard du droit international, on attend que l'OCDE demande à G4S si, en tant que firme d'un pays membre de l'OCDE, elle peut justifier la fourniture de services qui aident l'occupation.

Si l'Organisation découvre que G4S a agi abusivement, cela créera encore un peu plus de contre-publicité pour cette firme, déjà mise au pilori notamment pour avoir surtaxé les contribuables britanniques par son marquage électronique de prisonniers, et plus encore pour la mauvaise exécution de son contrat de surveillance des Jeux Olympiques et de son gardiennage dans des prisons comme Oakwood [Staffordshire, GB], qui a connu un incident de cinq heures le week-end dernier.

En juillet 2013, l'UE publiait les nouvelles directives destinées à mettre fin activement au financement de firmes et de projets israéliens dans les TPO. Le mois dernier encore, le gouvernement britannique mettait en garde les citoyens du Royaume-Unis contre les risques qu'ils prendraient à faire des affaires avec des colonies juives dans les TPO. Le site web Trade and Investment a été mis à jour pour alerter sur l'illégalité des colonies et sur les risques à y opérer.

Le site mettait en garde contre les transactions financières, les investissements, les achats ou les adjudications avec des entreprises locales, et le tourisme. Les citoyens et hommes d'affaires UE devraient « être conscients des implications possibles de leur réputation s'ils sont impliqués dans des activités économiques et financières avec les colonies, ainsi que des abus potentiels contre les droits individuels », ajoutant : « Ceux qui envisagent de s'engager économiquement ou financièrement dans les colonies devraient solliciter des conseils juridiques »

Cette mise à jour a marqué un réajustement sévère de la critique britannique contre les activités d'Israël en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. A la grande fureur d'Israël en juillet dernier, l'Union Européenne a exclu les subventions aux compagnies israéliennes ayant des liens avec les colonies.

L'OCDE en Grande-Bretagne n'a pas souhaité commenter l'enquête prévue mais sa décision d'avancer est vécue comme une victoire par les initiateurs des campagnes comme les ONG Lawyers for Palestinian Human Rights et War on Want.

Aux termes des directives édictées par le gouvernement britannique l'an dernier, G4S et d'autres firmes devront inclure une section sur leur protection des droits de l'homme.

**Jim Armitage**, 7 janvier 2014 - [The Independant](#).

Traduction : [Info-Palestine.eu](#) - AMM, samedi 11 janvier 2014 - 06h:25

---

**[1] Avec 657.000 employés dans 125 pays, G4S est la 3e plus grande entreprise au monde en terme d'employés. C'est également la plus grande société de services en termes de chiffre d'affaires.**

<http://www.legrandsoir.info/les-contrats-de-g4s-dans-les-territoires-occupes-vont-faire-l-objet-d-une-enquete-de-l-ocde.html>